



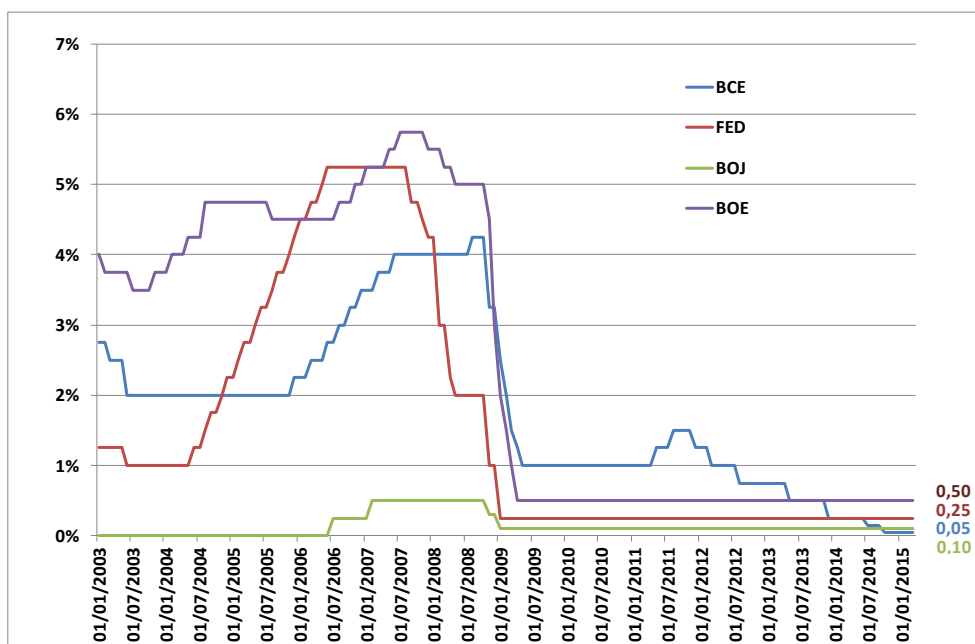
1 - Actualité nationale et internationale

BCE : Taux inchangés et mesures non conventionnelles de politique monétaire

Le Conseil des gouverneurs de la BCE, lors de sa réunion du 15 avril 2015, a décidé de laisser inchangés ses taux d'intérêt directeurs. Par ailleurs, le Conseil est revenu sur les mesures de politique monétaire non conventionnelle : « (...) nous avons commencé à acheter, le 9 mars 2015, des titres en euros du secteur public dans le cadre de notre programme étendu d'achats d'actifs (...). Ces achats devraient être effectués jusque fin septembre 2016 et, en tout cas, jusqu'à ce que nous observions un ajustement durable de l'évolution de l'inflation conforme à notre objectif de taux inférieurs à, mais proches de 2 % à moyen terme. (...) La mise en œuvre de nos programmes d'achats d'actifs se déroule sans heurts, les volumes d'achats de titres étant conformes au chiffre annoncé de 60 milliards d'euros par mois. En outre, l'efficacité des mesures de politique monétaire que nous avons adoptées apparaît clairement. La situation sur les marchés financiers et le coût du financement externe pour le secteur privé se sont détendus nettement au cours des derniers mois et les conditions d'emprunt appliquées aux entreprises et aux ménages se sont sensiblement améliorées, la demande de crédits ayant augmenté. Dans les prochains mois, nous nous attacherons à mettre pleinement en œuvre les mesures de politique monétaire que nous avons prises. À travers ces mesures, nous contribuerons à une poursuite de l'amélioration des perspectives économiques, à une réduction de la sous-utilisation des capacités de production et à une reprise de la croissance de la monnaie et du crédit. (...)»

<https://www.ecb.europa.eu/press/pressconf/2015/html/is150415.fr.html>

Taux directeur des principales banques centrales



Chômage

France : Hausse du nombre de chômeurs en catégorie A

Le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi en catégorie A s'établit à 3 494 400 en France métropolitaine fin février 2015. Ce nombre augmente par rapport à la fin janvier 2015 (+0,4 %, soit +12 800). Sur un an, il croît de 4,6 %.

Europe : Baisse continue du chômage en ZE19 et UE28

Dans la zone euro (ZE19), le taux de chômage corrigé des variations saisonnières s'est établi à 11,3 % en février 2015, en baisse par rapport au taux de 11,4 % de janvier 2015 et à celui de 11,8 % de février 2014. Il s'agit du taux le plus faible enregistré dans la zone euro depuis mai 2012. Dans l'UE28, le taux de chômage s'est établi à 9,8 % en février 2015, en baisse par rapport au taux de 9,9 % de janvier 2015 et à celui de 10,5 % de février 2014. Il s'agit du taux le plus faible enregistré dans l'UE28 depuis septembre 2011. Ces chiffres sont publiés par Eurostat. L'office statistique de l'Union européenne estime qu'en février 2015, 23,887 millions d'hommes et de femmes étaient au chômage dans l'UE28, dont 18,204 millions dans la zone euro. Par rapport à janvier 2015, le nombre de chômeurs a diminué de 91 000 dans l'UE28 et de 49 000 dans la zone euro. Comparé à février 2014, le chômage a baissé de 1,547 million de personnes dans l'UE28 et de 643 000 dans la zone euro. Parmi les États membres, les taux de chômage les plus faibles en février 2015 ont été enregistrés en Allemagne (4,8 %) ainsi qu'en Autriche (5,3 %), et les plus élevés en Grèce (26,0 % en décembre 2014) et en Espagne (23,2 %).

Inflation

Zone euro : Le taux de l'inflation demeure en terrain négatif

Le taux d'inflation annuel de la zone euro est estimé à -0,1 % en mars 2015, en hausse par rapport au mois de février où il était de -0,3 %, selon une estimation rapide publiée par Eurostat. S'agissant des principales composantes de l'inflation de la zone euro, les services devraient connaître le taux annuel le plus élevé en mars (1,0 %, contre 1,2 % en février), suivis de l'alimentation, boissons alcoolisées & tabac (0,6 %, contre 0,5 % en février), des biens industriels hors énergie (-0,1 %, stable par rapport à février) et de l'énergie (-5,8 %, contre -7,9 % en février).

France : Augmentation de l'IPC

En mars 2015, l'indice des prix à la consommation (IPC) augmente de 0,7 %, comme en février. Sur un an, les prix à la consommation diminuent de 0,1 % après -0,3 % en février et -0,4 % en janvier.

FMI

Publication des « Perspectives de l'économie mondiale » du FMI

L'institution estime qu'« il est nécessaire de continuer à soutenir la demande pour compenser les effets de la faiblesse prolongée de la demande sur l'investissement et la croissance du capital, ainsi que sur le chômage ».

<http://www.imf.org/external/ns/loec/cs.aspx?page=1&ID=3>

Chine

Un système de garantie des dépôts bancaires opérationnel à compter du 1^{er} mai

Les sommes déposées sur des comptes bancaires seront intégralement assurées à hauteur de CNY 500 000 (EUR 75 000), soit une couverture de 99 % des déposants chinois.

Japon

L'inflation au Japon en février

Dans un contexte de reprise timide et pour la première fois depuis mai 2013, les prix ont augmenté de 2 % sur un an, hors produits périssables, selon les chiffres annoncés par le ministère des Affaires intérieures.

Actualité législative

Décret n° 2015-293 du 16 mars 2015 relatif à l'information du consommateur lors de l'offre d'un crédit renouvelable sur le lieu de vente ou en vente à distance

<http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000030361634&categorieLien=id>

2 – Actualité régionale

Chine : la croissance économique décélère

D'après le bureau de statistiques chinois, le taux de croissance au premier trimestre 2015 s'établit à 7,0 % sur un an, contre +7,3 % au trimestre précédent.

Le 19 avril 2015, la banque centrale chinoise (PBOC) a annoncé une baisse de 100 points de base du taux de réserves obligatoires imposé à l'ensemble du secteur bancaire, qui passe ainsi à 18,5 %. Par ailleurs, un système de garantie permettra d'assurer à compter du 1er mai 2015 les dépôts sur des comptes bancaires à hauteur de CNY 500 000 (EUR 75 000), soit une couverture de 99 % des déposants chinois.

Cours du yuan chinois (CNY) / F CFP



Japon : croissance du PIB au quatrième trimestre

Le Japon a renoué avec la croissance en fin d'année. Le PIB nippon est en progression de 0,6 % (CVS) au quatrième trimestre 2014, après deux trimestres de contraction (-0,6 % et -1,7 %). Le FMI prévoit une croissance japonaise de l'ordre de 1 % pour 2015.

Dans ce contexte de reprise timide et pour la première fois depuis mai 2013, les prix en février ont augmenté de 2 % sur un an, hors produits périssables, selon les chiffres annoncés par le ministère des Affaires intérieures.

Cours du yen japonais (JPY) / F CFP

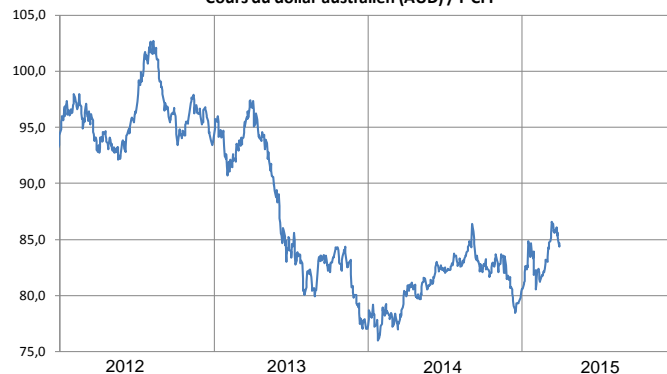


Australie : baisse du chômage

La balance commerciale australienne était en déficit de 1,26 milliard AUD en février 2015. Le déficit se creuse par rapport à janvier, les importations augmentant (+1,9 %, +534 millions de AUD) plus fortement que les exportations (+1,0 %, +282 millions de AUD). Le taux de chômage a enregistré une baisse de 0,1 point en mars 2015, s'établissant à 6,2 %.

Lors de sa réunion du 7 avril 2015, la Banque centrale d'Australie (RBA) a maintenu son taux directeur inchangé à 2,25 %.

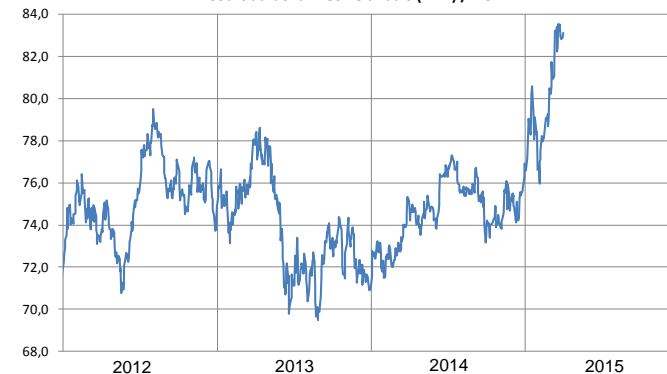
Cours du dollar australien (AUD) / F CFP



Nouvelle-Zélande : léger rétablissement de la balance commerciale

Le déficit commercial néo-zélandais s'établit à 904 millions de NZD au quatrième trimestre, contre 1,0 milliard au troisième trimestre. Les exportations ont légèrement progressé (+0,9%, CVS), portées par la viande et les abats comestibles. Elles atteignent 12 milliards de NZD. Sur la même période, les importations sont en très faible diminution (-0,2 %), à 13 milliards de NZD.

Cours du dollar neo-zélandais (NZD) / F CFP



3 – Brèves économiques locales

Le nouveau président du gouvernement présente sa feuille de route pour la 14^{ème} mandature

Philippe Germain a été élu mercredi 1^{er} avril à la présidence du 14^{ème} gouvernement de la Nouvelle-Calédonie. Membre de Calédonie Ensemble (camp loyaliste), il a bénéficié du soutien d'élus indépendantistes du Front de Libération Nationale Kanak et Socialiste (FLNKS). Dans son discours de politique générale prononcé au Congrès le 13 avril 2015, Philippe Germain a présenté les orientations de l'exécutif calédonien pour la mandature à venir. La jeunesse, la politique sociale, la transition énergétique et le soutien à l'économie ont été identifiés comme thématiques prioritaires. Le volet « Economie » prévoit, notamment, un soutien accru aux productions agricoles et énergétiques locales ainsi que la reconduction de plusieurs dispositifs de défiscalisation, en appui à l'investissement et à la construction de logement privés et sociaux. Le lancement de travaux sur la compétitivité de l'économie calédonienne en vue de lutter contre la vie chère compte également parmi les orientations. L'amélioration des comptes publics figure enfin à l'agenda : les dépenses publiques devront être réduites et une réforme de la fiscalité indirecte menée en vue d'accroître les recettes du Territoire. L'introduction d'une Taxe Générale sur la Consommation (TGC) à taux multiples devra intervenir dès 2016.

Outre ses fonctions de Président, Philippe Germain reste chargé de l'animation et du contrôle de l'économie, du droit commercial, de la fiscalité, des douanes et du commerce extérieur. Jean-Louis d'Anglebermes, vice-président du Gouvernement, conserve également le portefeuille qui était le sien lors de la dernière mandature (travail, emploi, dialogue social et formation professionnelle, relations avec le Conseil économique, social et environnemental de la Nouvelle-Calédonie). Les portefeuilles budget, logement, audiovisuel et énergie reviennent à Thierry Cornaille, par ailleurs porte-parole de l'institution.

Pour en savoir plus : [Déclaration de politique générale, prononcée devant le congrès au nom du 14^{ème} gouvernement de la Nouvelle-Calédonie par M. Philippe Germain, président du gouvernement, lundi 13 avril 2015](#)

Accord SLN-NMC sur la livraison de minerai de nickel vers la Corée du Sud

La Société Le Nickel (SLN) et la Nickel Mining Company (NMC, filiale de la SMSP et du groupe coréen Posco) ont signé le 26 mars 2015 un protocole d'accord relatif à la livraison de minerai de nickel par la SLN vers l'usine métallurgique calédo-coréenne de Gwan Yang en Corée du Sud. Environ 350 000 tonnes humides extraites des mines de la SLN seront expédiées chaque année vers l'usine coréenne. NMC était jusqu'alors l'unique fournisseur calédonien du site coréen ; l'extension de la fourniture à la SLN devra permettre de répondre aux nouveaux besoins en minerai de nickel induits par l'entrée en fonction d'une deuxième ligne de production le 6 mars dernier.

Le cours du nickel au plus bas depuis six ans

Le cours du nickel a atteint des niveaux particulièrement bas à la fin du mois de mars et au début du mois d'avril 2015, s'établissant à plusieurs reprises sous la barre des 12 500 dollars la tonne (12 260 \$/T le 14 avril 2015). Ces niveaux n'avaient pas été atteints depuis six ans (mai 2009).

Début des liaisons Nouméa-Los Angeles en partage de codes avec Air Tahiti Nui

Les autorités américaines ont autorisé le 12 mars 2015 le partage de codes entre Aircalin et Air Tahiti Nui. Cette décision permet à Aircalin d'assurer des vols à destination du territoire américain en partenariat avec Air Tahiti Nui. Trois liaisons par semaine relient désormais Nouméa à Los Angeles, via Papeete.

L'avenir de la monnaie en Nouvelle-Calédonie en discussion

« Quelle monnaie pour demain » ? La chaîne de télévision NC 1ère a organisé le 17 avril 2015 une émission consacrée aux scénarios monétaires futurs pour la Nouvelle-Calédonie, dans le cadre du lancement d'une nouvelle mission sur l'avenir institutionnel consacrée à la monnaie et au crédit. Deux membres de cette mission, Yves Dassonville (ancien Haut-commissaire de la République en Nouvelle-Calédonie) et Benoît Lombrière (ancien conseiller Outre-mer de Nicolas Sarkozy), ont répondu, avec Samuel Gorohouna (docteur en sciences économiques), aux questions des étudiants de l'Université de la Nouvelle-Calédonie.

Modification des dispositions relatives à l'aide au transport vers la métropole

Les dispositions du code des transports relatives à la continuité territoriale ont été modifiées par l'exécutif français le 13 février 2015 (décret n°2015-166). L'aide à l'achat de billets d'avion vers la métropole s'établit désormais à 63 246 F CFP par billet (A/R), pour les résidents calédoniens dont le revenu, divisé par le nombre de parts du foyer fiscal, est inférieur ou égal à 1 179 278 F CFP. Les résidents au revenu compris entre 1 179 278 et 1 980 626 F CFP (également après division par le nombre de parts du foyer fiscal) peuvent prétendre à une aide de 19 093 F CFP par billet. L'aide ne pourra désormais être versée que tous les quatre ans, contre tous les ans auparavant. La modification s'applique également aux trajets vers la métropole des résidents de la Polynésie française et de Wallis et Futuna depuis leur territoire.

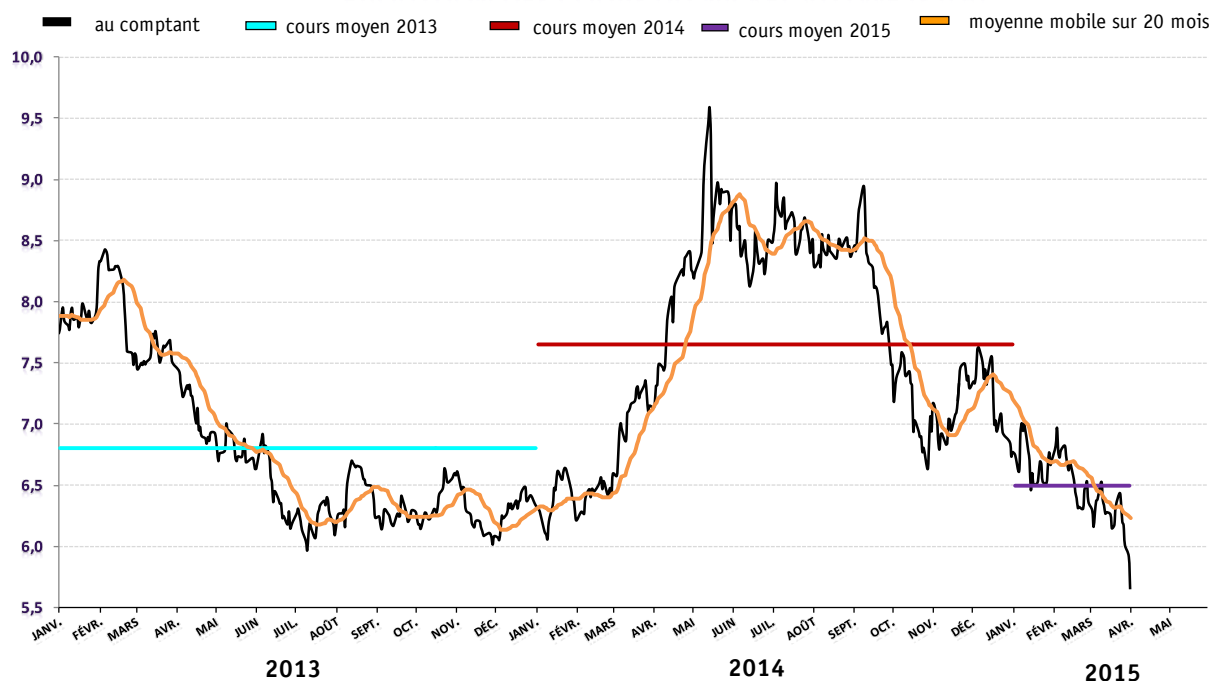
4 – Sélection d'indicateurs mensuels

INDICATEURS DE REFERENCE			Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel
Indice des prix à la consommation		mars-15	105,25	0,2%	0,6%
Nombre de demandeurs d'emploi		févr.-15	7 716	11,2%	1,3%
COMMERCE EXTERIEUR (en millions de F CFP)					
Exportations	mensuelles	janv.-15	12 192	1,7%	117,8%
	cumulées	janv.-15	12 192	-	117,8%
Importations (a)	mensuelles	janv.-15	25 265	-8,7%	8,2%
	cumulées	janv.-15	25 265	-	8,2%
SECTEURS D'ACTIVITE			Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel
NICKEL					
• Cours du nickel au LME en USD/livre		mars-15	6,23	-5,4%	-12,2%
• Cours du nickel au LME en F CFP/livre		mars-15	688	-0,8%	12,2%
• Exportations de minerai (en milliers de tonnes)	mensuelles	janv.-15	330	-48,2%	348,0%
	cumulées	janv.-15	330	-	348,0%
• Exportations de produits métallurgiques (Feronickel, matte, NHC, NiO) (en tonnes de nickel contenu)	mensuelles	janv.-15	8 323	42,4%	103,3%
	cumulées	janv.-15	8 323	-	103,3%
TOURISME					
• Touristes débarqués	mensuels	janv.-15	8 632	-31,1%	9,3%
	cumulés	janv.-15	8 632	-	9,3%
• Nuitées (hôtels de Nouméa)	mensuels	sept.-14	52 328	15,2%	-1,2%
	cumulés	sept.-14	410 552	-	-7,6%
• Taux d'occupation mensuel des hôtels de Nouméa		sept.-14	64,6%	+ 10,2 pt	+ 9,3 pts
• Croisiéristes		déc.-14	421 636	-	9,3%
BTP					
• Ventes totales de ciment (en tonnes)	mensuelles	sept.-14	9 198	6,6%	-10,3%
	cumulées	sept.-14	79 887	-	-12,9%
• Index BT 21		mars-15	101,27	-0,23%	-0,22%
• IRL (p)		mars-15	119,95	0,01%	0,01%
CREVETTES					
• Exportations de crevettes (en tonnes)	mensuelles	janv.-15	16	11,0%	-44,7%
	cumulées	janv.-15	16	-	-44,7%
• Exportations de crevettes (en millions de F CFP)	mensuelles	janv.-15	22	28,2%	-48,8%
	cumulées	janv.-15	22	-	-48,8%
COMMERCE AUTOMOBILE					
Immatriculations de voitures particulières neuves	mensuelles	mars-15	525	5,6%	-5,6%
	cumulées	mars-15	1 428	-	-9,0%

Sources : ISEE, IDCNC, DIMENC, DITT

(a) Chiffres actualisés

ÉVOLUTION DES COURS DU NICKEL AU LME (\$/LB)



5 – Activités de l'Institut et suivi de place

Masse monétaire

en millions de F CFP	mars-13	mars-14	mars-15	var 14/13	var 15/14
Circulation fiduciaire	16 635	15 115	17 030	-9,1%	12,7%
Dépôts à vue	255 666	270 909	304 437	6,0%	12,4%
Total M1	272 301	286 024	321 467	5,0%	12,4%
M2-M1	106 851	114 540	116 654	7,2%	1,8%
Total M3	596 860	591 722	625 170	-0,9%	5,7%

Concours de caractère bancaire

en millions de F CFP	déc.-12	déc.-13	déc.-14	var 13/12	var 14/13
Entreprises	456 762	452 929	457 721	-0,8%	1,1%
Ménages	403 923	409 701	418 471	1,4%	2,1%
Collectivités locales	60 060	74 063	94 210	23,3%	27,2%
Autres agents	16 069	15 715	15 590	-2,2%	-0,8%
Total encours sain	936 813	952 408	985 992	1,7%	3,5%
Créances douteuses brutes	19 022	29 611	29 380	55,7%	-0,8%
Total encours brut	955 835	982 019	1 015 371	2,7%	3,4%

Interdits bancaires

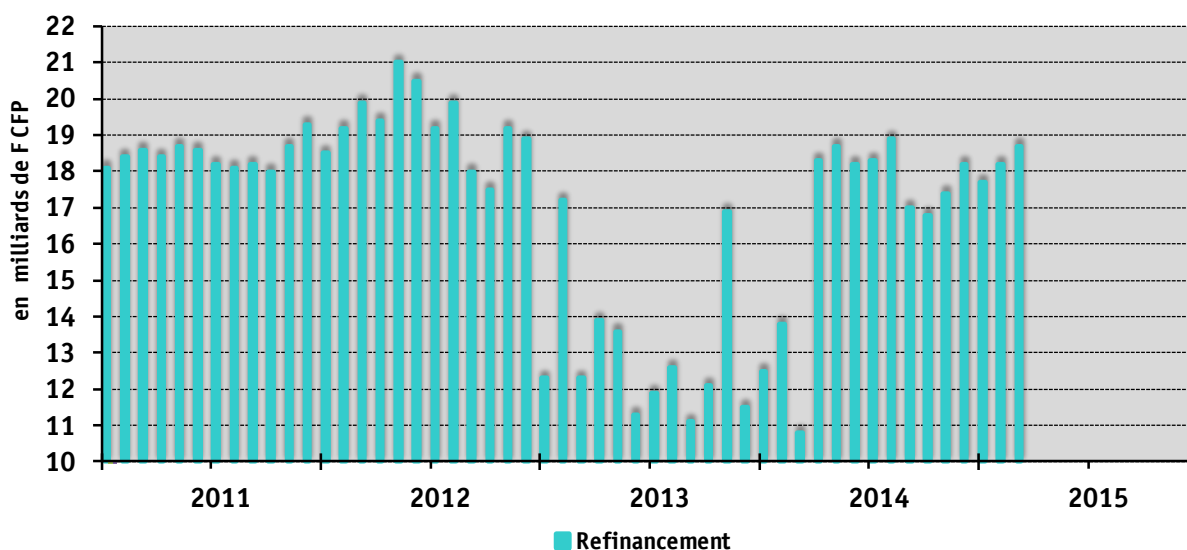
INDICATEURS IEOM		Données brutes	var. mensuelle	gliss. annuel
Interdits bancaires	stock mars-15	7 794	-0,6%	-1,7%
	dont personnes physiques mars-15	6 886	-0,9%	-2,0%
	dont personnes morales mars-15	908	1,2%	1,0%

Cotation

INDICATEURS IEOM		Données brutes	var. mensuelle	gliss. annuel
Cotes valides	mars-15	17 589	0,3%	9,0%
Cotes éligibles aux modes d'intervention de l'IEOM	mars-15	5 467	0,6%	15,2%

Refinancement des entreprises

INDICATEURS IEOM		Données brutes	var. mensuelle	gliss. annuel
Refinancement (en milliards de F CFP)	Entreprises mars-15	18,7	2,4%	73,2%



6 – Principaux indicateurs (flux en cumul annuel, stock à la date indiquée)

	date	2014	2015	Var .
indice des prix à la consommation	mars	104,6	105,3	0,6%
Entreprises				
nombre d'entreprises	mars	55 948	58 177	4,0%
dont entreprises sans salarié	mars	49 308	51 696	4,8%
créations d'entreprises (p) *	déc	3 541	3 474	-1,9%
cessations d'entreprises (p) *	déc	3 150	3 269	3,8%
liquidations judiciaires	mars	19	29	52,6%
redressements judiciaires	mars	15	10	-33,3%
personnes morales en interdiction bancaire	mars	899	908	1,0%
ventes de ciment (tonnes) *	sept	91 737	79 887	-12,9%
dont ciment local (tonnes) *	sept	91 044	79 868	-12,3%
importations de biens d'équipement (M F CFP)	mars	7 904	9 853	24,7%
importations de véhicules utilitaires (M F CFP)	mars	2 275	1 395	-38,7%
immatriculations de véhicules utilitaires neufs	mars	970	745	-23,2%
Ménages				
emploi salarié (nb) *	déc	89 613	90 093	0,5%
dont secteur privé *	déc	64 239	64 609	0,6%
dont secteur public *	déc	25 374	25 484	0,4%
demandes d'emploi de fin de mois	févr	7 617	7 716	1,3%
demandes d'emploi de fin de mois (moyenne depuis le début de l'année)	févr	7 342	7 329	-0,2%
chômeurs indemnisés	févr	2 343	2 308	-1,5%
montant horaire du Salaire minimum garanti (F CFP)	avr	899,3	904,8	0,6%
personnes physiques en interdiction bancaire	mars	7 026	6 886	-2,0%
décisions retraits cartes bancaires	mars	853	643	-24,6%
incidents paiements sur chèques	mars	8 780	7 238	-17,6%
immatriculations de véhicules de tourisme neufs	mars	1 569	1 428	-9,0%
importations de véhicules de tourisme (M F CFP)	mars	3 519	3 532	0,4%
importations de produits alimentaires (M FCFP)	mars	8 061	8 664	7,5%
importations de biens de consommation courante (M FCFP)	mars	3 857	3 874	0,4%
Echanges				
nombre de touristes	janv	7 898	8 632	9,3%
nombre de croisiéristes *	déc	385 925	421 636	9,3%
taux d'occupation moyen depuis le 1 ^{er} janvier des hôtels de Nouméa *	sept	55,0%	55,9%	0,9 pt
moyenne des cours du nickel au LME en \$/lb sur l'année	mars	6,64	6,50	-2,1%
cours du nickel au LME en \$/lb	mars	7,10	6,23	-12,2%
exportations de minerai de nickel (en milliers de tonnes)	janv	74	330	348,0%
exportations de minerai de nickel (M FCFP)	janv	265	1 654	524,4%
exportations métallurgique de nickel (en tonnes de Ni contenu)	janv	4 094	8 323	103,3%
exportations métallurgique de nickel (M FCFP)	janv	4 975	9 455	90,0%
exportations de crevettes congelées (en tonnes)	janv	28	16	-44,7%
exportations de crevettes congelées (M FCFP)	janv	43	22	-48,8%
exportations en valeur du nickel (métal+minerai) et des crevettes	janv	5 284	11 131	110,7%
part de ces produits dans le total des exportations	janv	94,4%	91,3%	-3,1 pts
total des importations (M FCFP)	janv	23 344	25 265	8,2%
total des exportations (M FCFP)	janv	5 597	12 192	117,8%
taux de couverture	janv	23,98%	48,26%	24,3 pts
recettes douanières (M FCFP)	janv	4 201	3 986	-5,1%
Indicateurs financiers (M de FCFP)				
Dépôts à vue	mars	270 909	304 437	12,4%
M1 (Dépôts à vue + circulation fiduciaire)	mars	286 024	321 467	12,4%
M2 (M1 + Comptes épargne logement + Comptes sur livret)	mars	400 564	438 121	9,4%
Dépôts à terme	mars	191 158	187 049	-2,1%
M3 (M2 + Dépôts à terme)	mars	591 722	625 170	5,7%
P1 (Plan épargne logement et Livret épargne entreprises)	mars	3 851	4 518	17,3%
coût du crédit aux entreprises- court terme *	déc	3,48%	3,74%	0,3 pts
coût du crédit aux entreprises- moyen et long terme *	déc	4,39%	3,79%	-0,6 pts
coût du crédit aux particuliers - prêts immobiliers *	déc	3,68%	3,50%	-0,2 pts
coût du crédit aux particuliers - prêts personnels et autres crédits échancés à la consommation *	déc	7,46%	7,20%	-0,3 pts
ensemble des concours bancaires - toutes zones confondues *	déc	982 019	1 015 371	3,4%
Ménages				
dont crédits à la consommation	déc	409 701	418 471	2,1%
dont crédits à l'habitat	déc	74 536	74 517	0,0%
Entreprises				
dont crédits d'exploitation	déc	452 929	457 721	1,1%
dont crédits d'investissement	déc	83 638	75 075	-10,2%
dont crédits à la construction	déc	235 173	242 294	3,0%
Collectivités locales				
dont d'investissement	déc	117 498	127 084	8,2%
dont d'investissement	déc	74 063	94 210	27,2%
dont d'investissement	déc	74 063	94 210	27,2%
Autres agents de CCB non ventilés	déc	71 470	92 643	29,6%
Autres agents de CCB non ventilés	déc	15 715	15 590	-0,8%
créances douteuses brutes	déc	29 611	29 380	-0,8%
taux de créances douteuses brutes	déc	3,0%	2,9%	-0,1 pt
ensemble des actifs financiers *	déc	715 081	732 505	2,4%
Ménages	déc	376 117	390 389	3,8%
Sociétés	déc	227 682	240 544	5,6%
Autres agents	déc	111 282	101 572	-8,7%
dont assurances-vie	déc	106 818	113 733	6,5%

(p) : données trimestrielles provisoires

Sources : IEOM, ISEE, IDCNC, DIMENC, DITTT, Tribunal mixte de commerce de Nouméa

*2014/2013

2 – Actualité régionale

Perspectives de croissance économique contrastées dans la zone Océanie insulaire

La Banque asiatique de développement (BASD), basée à Manille, a dressé le 24 mars dernier un premier tableau des perspectives de croissance, pour l'année 2015, dans les pays insulaires d'Océanie. Si certains États pourraient afficher des taux de croissance très élevés et seront véritablement les pays moteurs de la zone, d'autres, touchés récemment par des catastrophes naturelles, risquent de voir leur croissance ralentir en 2015. En tête de ce classement, la Papouasie-Nouvelle-Guinée pourrait avoir un taux de croissance d'environ 15 % en 2015. Le début de l'exploitation de gisements de gaz naturel par une grande entreprise américaine doperait ainsi le taux de croissance du pays. Les îles Fidji, les îles Cook, le royaume de Tonga et les îles Samoa devraient afficher des taux de croissance d'environ 10 %, principalement portés par l'expansion du tourisme dans ces destinations. A contrario, les derniers événements climatiques ayant touché le Vanuatu mais également Tuvalu, Kiribati et les îles Cook, devraient ralentir la croissance de ces pays. Les secteurs du tourisme et de l'agriculture, qui sont des piliers de l'économie de ces États, sont en effet très touchés.

Focus sur le Fonds Pacifique, outil de coopération régionale de la France dans le Pacifique

Créé en 1985, le Fonds de coopération économique, sociale et culturelle pour le Pacifique dit "Fonds Pacifique", est le principal instrument de coopération de la France dans la région. Financé par des crédits du ministère des Affaires étrangères, il contribue, à travers une coopération avec les États indépendants du Pacifique, à l'insertion régionale de la Nouvelle-Calédonie, de la Polynésie française et des îles Wallis-et-Futuna. Les projets environnementaux (lutte contre le changement climatique, prévention des risques de catastrophes), économiques (études de faisabilité, d'impact...), sociaux (santé, enseignement, rôle des femmes...) et culturels (coopération universitaire, recherche, action culturelle...) sont privilégiés. Le 11 mars dernier, une réunion du comité directeur du Fonds Pacifique s'est tenue à Nouméa. Parmi les 80 projets de coopération régionale étudiés, environ la moitié ont obtenu une aide sous forme de subventions, pour un montant total de 143,2 millions de F CFP.

L'ONU lance un appel pour que le Vanuatu reçoive 30 millions de dollars d'aides supplémentaires

Onze jours après le passage du cyclone *Pam* sur l'archipel du Vanuatu, l'Organisation des Nations unies (ONU) et le Premier ministre du pays, Joe Natuman, ont lancé un appel à la communauté internationale pour demander une aide supplémentaire de 30 millions de dollars US. Cette somme est jugée nécessaire à la poursuite du processus de rétablissement et de reconstruction de l'État mélanésien mais également pour faire face au risque d'une crise alimentaire, fortement redoutée par l'ONU. En effet, une grande partie des infrastructures, des habitations et des moyens de subsistance ont été détruits dans un pays où près de 70 % de la population dépend de l'agriculture. Selon les dernières estimations de l'ONU, depuis le passage de *Pam* sur le Vanuatu, environ 75 000 personnes sont sans abris et 110 000 individus n'ont pas accès à l'eau potable. Le montant des enveloppes exceptionnelles débloquées par les grands pays et les organisations internationales, depuis le passage du cyclone, aurait déjà atteint plus de dix millions de dollars US.

3 – Brèves locales

La nouvelle gamme de billets du Franc CFP 2014 à l'honneur

La nouvelle gamme de billets du F CFP 2014 de l'IEOM a été présélectionnée parmi quatre finalistes pour le trophée de l'International Association of Currency Affairs (IACA), qui récompense l'excellence de la conception de billets de banque, dans la catégorie du meilleur nouveau billet ou de la meilleure nouvelle gamme de billets. Chaque année, l'IACA attribue diverses récompenses dans le domaine fiduciaire. Les gagnants dans les différentes catégories seront annoncés le 13 mai prochain, à l'occasion de la conférence internationale sur la monnaie à Vancouver. L'Institut d'Émission d'Outre-mer sera en concurrence avec la Banque du Cap-Vert, la Banque d'Israël et la Banque centrale du Koweït pour cette distinction.

La population de Wallis-et-Futuna passe sous la barre des 11 000 habitants

Depuis le recensement de 2003, la population de Wallis-et-Futuna est en forte diminution. Si cette année là, 14 944 individus habitaient sur le Territoire, le recensement de 2013 ne recensait plus que 12 197 personnes. Selon nos dernières estimations, fin 2014, l'archipel ne compterait plus que 10 934 habitants, soit le plus faible total depuis le premier recensement de 1976. Cette chute de la population s'explique par la baisse constante du taux d'accroissement naturel depuis 1976, principalement causée par un ralentissement de la natalité. Elle découle par ailleurs d'un solde migratoire très largement négatif chaque année depuis 2003.

Indicateurs démographiques issus des recensements de la population

	1976	1983	1990	1996	2003	2008	2013
Population recensée	9 192	12 408	13 705	14 166	14 944	13 445	12 197
Taux d'accroissement naturel	32,0	29,2	25,8	18,0	15,0	10,6	8,5
Solde migratoire	-26,8	15,1	-12,7	-7,1	-7,1	-31,2	-27,8
Taux d'accroissement de la population	7,6	35,0	13,1	5,5	7,9	-20,6	-19,3

Source : STSEE

Entrée en vigueur du bouclier qualité-prix 2015

Un nouvel accord de modération des prix sur une liste de produits de consommation courante a été signé le 27 mars dernier par le Préfet et des gérants de commerces du Territoire. Entré en vigueur le 1^{er} avril, cet accord fixe un prix maximal à ne pas dépasser dans le cadre de la vente d'une liste de 23 produits de consommation courante. Le coût global du panier de ces biens a été plafonné à 21 330 F CFP. Il est à noter que le nombre de commerçants participant au dispositif de bouclier qualité-prix est en progression, de même que le nombre de produits concernés (23 en 2014, contre 13 en 2013). Par ailleurs, des produits locaux ont été intégrés dans le périmètre de la liste des prix négociés.

Depuis le 20 décembre dernier et la publication au Journal Officiel de la loi n°2014-1545, le service des Affaires économiques et du développement de l'Administration supérieure dispose d'un pouvoir d'enquête dans le cadre de la lutte contre les marges abusives et les abus de position dominante, tel que le prévoit le livre IV du Code du commerce. Ce service dispose ainsi du même pouvoir que les fonctionnaires d'État habilités par le ministre chargé de l'économie à ces fonctions.

La CCIMA dispose d'un nouveau site internet

La Chambre de commerce et d'industrie, des métiers et de l'agriculture (CCIMA) a ouvert, au début de l'année 2015, un nouveau site internet. Ce site présente la structure et les missions de la CCIMA à Wallis-et-Futuna. Il permet également aux professionnels concernés de connaître les activités développées par la Chambre et les aides dont ils peuvent bénéficier. Enfin, chaque semaine, des articles sont publiés pour donner des conseils et informations. Diverses thématiques en rapport avec les activités locales (l'alimentation porcine, la pêche, la sécurité en mer...) sont abordées à travers ces publications.

Comment s'abonner aux publications de l'IEOM ?

Vous avez la possibilité de vous abonner en ligne à nos publications. Vous serez ainsi informé par mail de toute nouvelle publication de l'IEOM, dès sa mise en ligne. Un lien direct vous sera également communiqué pour accéder au document. Pour vous abonner, connectez-vous sur notre site Internet, à l'adresse suivante :

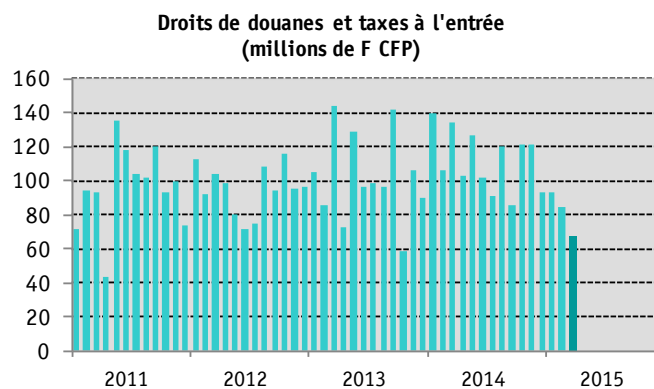
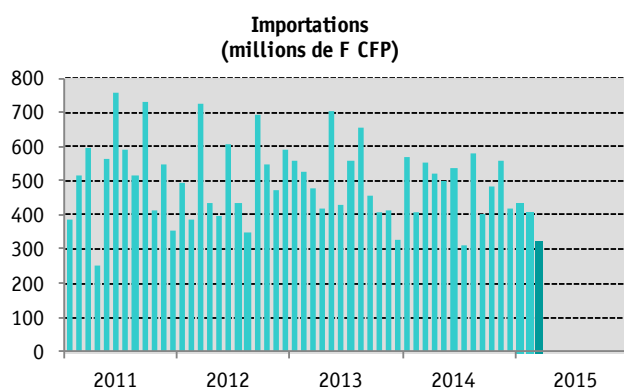
<http://www.ieom.fr/wallis-et-futuna/abonnement-aux-publications/>

4 – Les indicateurs de référence

			Données brutes	▲ / mois	▲ / an
Indice des prix à la consommation (base 100-juin 2008)	4T 14		116,99	-	0,2%
SMIG mensuel en XPF	mars-15		90 000	-	1,0%
Nombre d'emplois salariés	juin-14		2 078	-	-3,6%
Échanges extérieurs (millions de XPF)					
Importations	mensuelles	mars-15	322	-21,3%	-41,9%
	cumulées	mars-15	1 164	-	-24,0%
Droits de douanes + taxes à l'entrée	mensuels	mars-15	67	-20,8%	-49,9%
	cumulés	mars-15	245	-	-35,7%
Taxes intérieures de consommation	mensuelles	mars-15	32	-11,3%	-19,9%
	cumulées	mars-15	105	-	-15,9%

SECTEURS D'ACTIVITÉ			Données brutes	▲ / mois	▲ / an
Énergie					
Production brute d'électricité (milliers de kWh)	trimestriel	mars-15	1 695	14,6%	4,8%
Consommation de gazole (milliers de litres)	trimestriel	mars-15	660	19,3%	12,9%
Consommation d'essence (milliers de litres)	trimestriel	mars-15	145	22,3%	-5,1%
Transports					
Nombre de passagers en vols commerciaux extérieurs	mensuel	févr-15	2 546	-17,6%	1,6%
	cumulé	févr-15	5 637	-	6,3%
Nombre de passagers vols domestiques	mensuel	févr-15	1 119	-13,2%	-6,0%
	cumulé	févr-15	2 408	-	6,5%
Touchées de navires de marchandises	mensuelles	mars-15	2	-50,0%	-50,0%
	cumulées	mars-15	8	-	-20,0%
Nombre d'immatriculations de véhicules neufs	mensuel	mars-15	5	-64,3%	-70,6%

Sources : STSEE, CPSWF, Douanes, Administration supérieure, EEWf, SWAFEP, Aviation civile

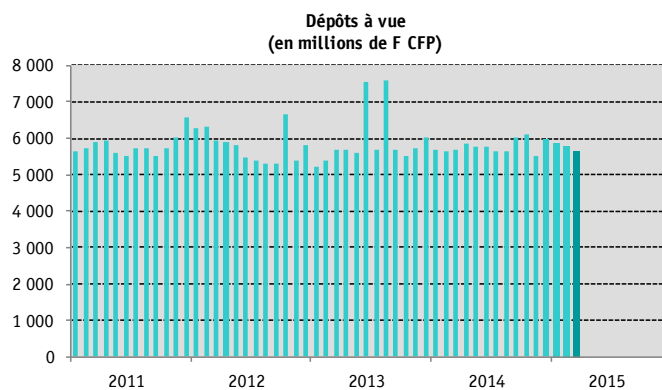
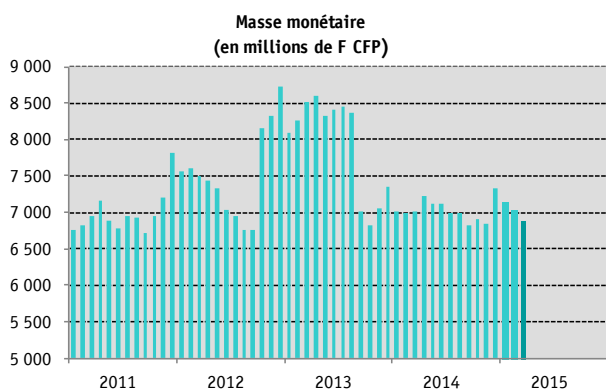


5 – Activités de l'Institut et suivi de place

Masse Monétaire

Baisse de la masse monétaire sur le mois et sur l'année

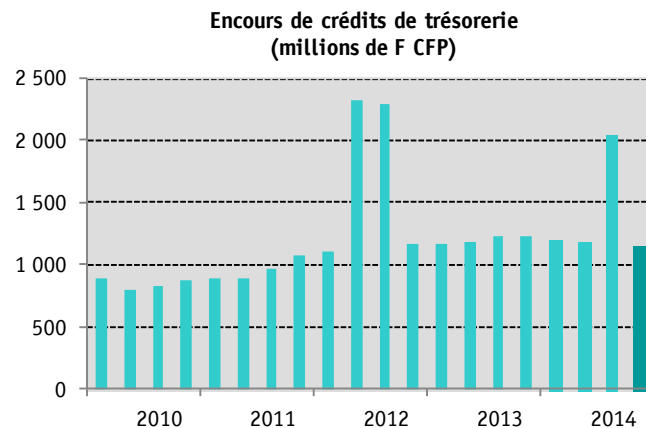
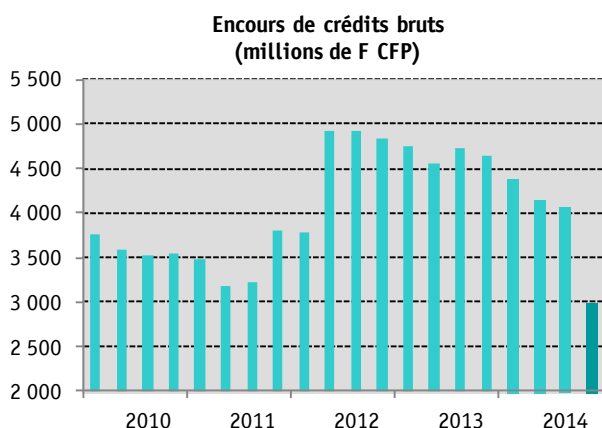
en millions de F CFP	mars-14	févr-15	mars-15	▲ / mois	▲ / an
Circulation fiduciaire	2 062	2 043	2 022	-1,0%	-2,0%
Dépôts à vue	3 618	3 725	3 614	-3,0%	-0,1%
Total M1	5 680	5 768	5 636	-2,3%	-0,8%
M2-M1	514	457	439	-4,1%	-14,7%
Total M3	7 015	7 039	6 885	-2,2%	-1,8%



Concours de caractère bancaire

Recul de l'encours des crédits suite au remboursement anticipé d'importants crédits

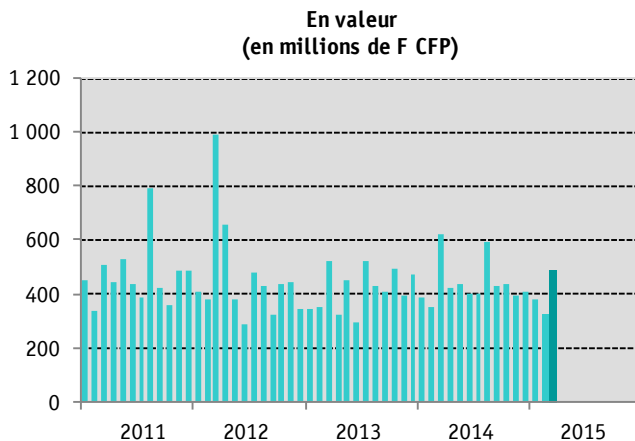
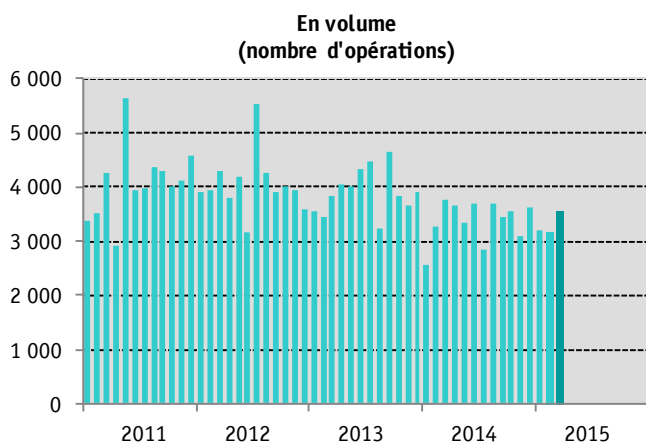
en millions de F CFP	déc-12	déc-13	déc-14	▲/an
Crédits de trésorerie	1 168	1 228	1 148	-6,5%
Crédits à l'équipement	2 366	2 189	960	-56,1%
Crédits à l'habitat	498	398	235	-40,9%
Autres crédits	324	349	199	-43,0%
Total encours sain	4 356	4 164	2 542	-38,9%
Créances douteuses brutes	484	469	438	-6,6%
Total encours brut	4 839	4 633	2 980	-35,7%



Compensation

Augmentation en nombre et en valeur des opérations de compensation en mars

	mars-14	févr-15	mars-15	cumul 2015	▲/mois	▲/an
Compensation (en nbre)	3 759	3 155	3 554	9 923	12,6%	-5,5%
Compensation (en millions de CFP)	622	326	487	1 189	49,6%	-21,7%



Incidents bancaires

Progression du nombre d'incidents de paiement sur chèque

en nombre	mars-14	févr-15	mars-15	cumul 2015	▲/mois	▲/an
Incidents de paiement sur chèque	109	47	55	208	17,0%	-49,5%
Retraits de cartes bancaires	0	0	0	0	-	-

Interdits bancaires

Baisse du nombre de personnes en situation d'interdits bancaires

en nombre	mars-14	févr-15	mars-15	▲/mois	▲/an
Interdits bancaires en fin de mois	344	329	318	-3,3%	-7,6%
- dont personnes physiques	331	312	302	-3,2%	-8,8%
- dont personnes morales	13	17	16	-5,9%	23,1%

Cotation

Stagnation du nombre de cotes valides

en nombre	mars-14	févr-15	mars-15	▲/mois	▲/an
Cotes valides	48	48	48	0,0%	0,0%
Cotes éligibles aux modes d'intervention de l'IEOM	17	18	17	-5,6%	0,0%

6 – Principaux indicateurs (flux en cumul annuel, stock à la date indiquée)

	date	2014	2015	▲/an
<u>Indicateurs économiques</u>				
Indice des prix à la consommation (base 100-juin 2008)	4T	116,99	-	-
Entreprises				
personnes morales en interdiction bancaire (nb)	mars	13	16	23,1%
importations de biens d'équipement (M XPF)	mars	239	156	-34,7%
importations de véhicules utilitaires (M XPF)	mars	18	10	-43,6%
immatriculations de véhicules utilitaires neufs (nb)	mars	23	17	-26,1%
Ménages				
emploi salarié (nb)	juin	2 078	-	-
dont secteur privé	juin	828	-	-
dont secteur public	juin	1 250	-	-
montant horaire du Salaire minimum garanti (XPF)	mars	528	533	1,0%
personnes physiques en interdiction bancaire (nb)	mars	331	302	-8,8%
décision retrait cartes bancaires (nb)	mars	5	0	-100,0%
incidents paiements sur chèques (nb)	mars	229	208	-9,2%
importations de produits alimentaires (M XPF)	mars	409	298	-27,2%
importations de biens de consommation courante (M XPF)	mars	220	191	-13,2%
importations de véhicules de tourisme (M XPF)	mars	90	67	-26,4%
immatriculations de véhicules de tourisme neufs (nb)	mars	24	21	-12,5%
Échanges extérieurs en millions de XPF				
importations	mars	1 532	1 164	-24,0%
exportations	mars	-	-	-
recettes douanières	mars	511	354	-30,8%
dont droits de douanes + taxes à l'entrée	mars	381	245	-35,7%
dont taxes intérieures de consommation	mars	125	105	-15,9%
<u>Indicateurs financiers</u>				
La masse monétaire en millions de XPF				
Dépôts à vue	mars	3 618	3 614	-0,1%
M1	mars	5 680	5 636	-0,8%
M2	mars	6 194	6 075	-1,9%
Dépôts à terme	mars	820	810	-1,2%
M3	mars	7 015	6 885	-1,8%
Ensemble des concours bancaires - toutes zones confondues				
Ménages	décembre	1 355	-	-
dont crédits à la consommation	décembre	1 166	-	-
dont crédits à l'habitat	décembre	190	-	-
Entreprises	décembre	884	-	-
dont crédits d'exploitation	décembre	54	-	-
dont crédits d'investissement	décembre	672	-	-
Collectivités locales	décembre	288	-	-
Autres agents et CCB non ventilés	décembre	16	-	-
créances douteuses brutes	décembre	438	-	-
taux de créances douteuses	décembre	14,7%	-	-
Ensemble des actifs financiers				
Ménages	décembre	2 874	-	-
dont assurances-vie	décembre	1 073	-	-
Sociétés	décembre	2 169	-	-
Autres agents	décembre	2 116	-	-

Sources : STSEE, CPSWF, Douanes, Administration supérieure, Contributions diverses

2 – Brèves économiques locales

Finances locales : 2,6 milliards de F CFP d'investissements programmés au travers du FIP en 2015

Dans le cadre de la gestion du Fonds Intercommunal de Péréquation (FIP), un Comité des finances locales s'est tenu le 24 mars 2015 afin de dresser le bilan de l'exercice 2014 et de voter le budget 2015. Le FIP permet de subventionner le fonctionnement mais aussi de nombreux projets d'investissement des communes. L'État et le Pays contribuent au financement du FIP à hauteur respective de 2 et 14,7 milliards de F CFP. 116 nouvelles opérations représentant un montant de 2,6 milliards de F CFP ont été programmées pour 2015.

Logement : ouverture d'une antenne de l'Office Polynésien de l'Habitat dédiée aux archipels éloignés

L'Office Polynésien de l'Habitat (OPH) a ouvert fin mars à Papeete une antenne dédiée aux archipels éloignés de Polynésie française, chargée d'instruire les demandes d'aide au logement venant des îles. À ce jour, l'OPH compte 260 dossiers de demande de logement social dans les archipels (soit 8 % des demandes totales) ainsi que 353 demandes d'aides en matériaux (51 % des demandes).

Tourisme nautique : inauguration d'une nouvelle marina à Papeete

La nouvelle marina au centre de Papeete sera inaugurée le 23 avril, à temps pour accueillir la vingtaine de voiliers du rallye World Arc 2015, première régata de la haute saison. Elle dispose, sur une superficie de 3 hectares, d'une promenade piétonnière et de deux pontons flottants, permettant d'accueillir 94 navires de 10 à 22 mètres de long. En complément, 200 mètres de quai supplémentaires sont dédiés aux bateaux de croisière. Ces aménagements, réalisés par le Port autonome, ont nécessité un investissement de 600 millions de F CFP.

Énergie : adoption de la convention de financement du barrage hydraulique de Vaiiha

Jeudi 9 avril, l'assemblée de Polynésie française a adopté le projet de convention pour financer l'aménagement d'un barrage hydraulique dans la vallée de la rivière Vaiiha, à Faaone. Le budget prévisionnel du projet s'élève à 4,9 milliards de F CFP, dont 3,4 milliards de F CFP pour les deux premières tranches de travaux, auxquelles l'État participe à hauteur de 666 millions de F CFP au titre du Fonds exceptionnel d'investissement (FEI). Avec une pluviométrie moyenne de 7 500 mm/an, une des plus importantes de Tahiti, 24 millions de kWh pourraient être produits par an sur ce site, dont la mise en exploitation pourrait intervenir dès 2018.

Aide au développement : 10 milliards de F CFP d'engagements de l'AFD en Polynésie française en 2014

L'agence française de développement (AFD) a publié début avril le rapport de ses activités dans l'outre-mer en 2014. L'AFD a engagé 179 milliards de F CFP de crédits d'intervention dans les onze territoires français d'outre-mer (+3 % par rapport à 2013), soit 19 % de l'activité du groupe. La Polynésie française a bénéficié de 10 milliards de F CFP d'engagements, dont 835 millions de F CFP ont été accordés en garanties d'emprunts d'entreprises par la Société de gestion de fonds de garantie d'outre-mer (Sogefom). L'AFD a également accordé un prêt de 847 millions de F CFP à l'Office polynésien pour l'habitat (OPH).

Tourisme : fermeture de l'hôtel Hawaiki Nui à Raiatea

Le plus grand et plus ancien hôtel de Raiatea, le Hawaiki Nui, a fermé ses portes fin mars 2015. Ouvert en 1966, cet établissement de 28 chambres avait construit les premiers bungalows sur l'eau au monde. Entre 2007 et 2010, la Polynésie française a pâti d'un « effet ciseau » (moins de touristes pour davantage de structures d'accueil) qui a pesé sur la rentabilité des établissements et entraîné la fermeture de plusieurs unités d'importance. Entre 2000 et 2014, la capacité d'accueil de l'hôtellerie internationale a diminué de 577 chambres (-17 %).

Consommation : la baguette à prix réglementé représente un soutien du Pays de 502 millions de F CFP par an

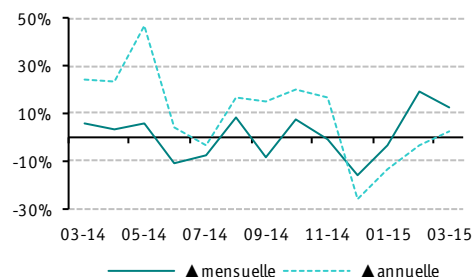
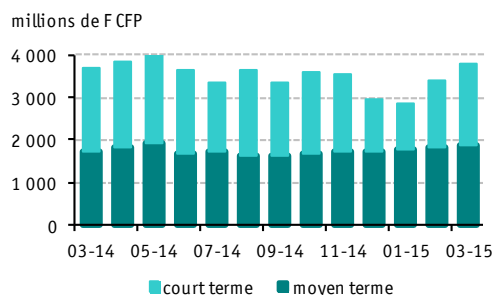
Le Conseil des ministres a fixé, le 18 mars 2015, le nouveau prix moyen de soumission de la farine type 55, réservée à la fabrication de la baguette à prix réglementé, à 57,35 F CFP/kg. Afin de maintenir le prix de la baguette vendue à 53 F CFP, l'écart entre le prix de gros de la farine (19,30 F CFP/kg) et le prix moyen de soumission est pris en charge par le budget général du Pays et représente un soutien de 502 millions de F CFP par an. 66 millions de baguettes sont consommées chaque année en Polynésie française.

3 – Activités de l'Institut et suivi de place

Refinancement des établissements de crédit

Hausse du refinancement en mars

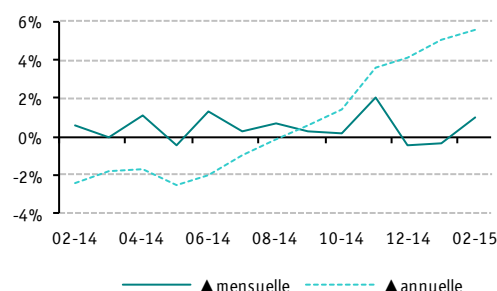
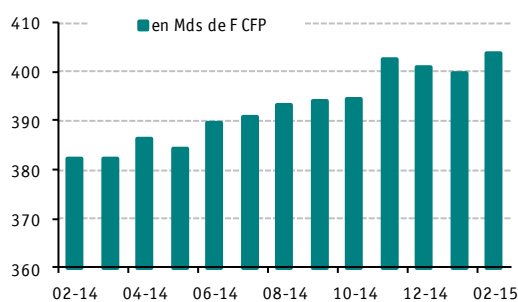
en millions de F CFP	mars-14	févr-15	mars-15	▲/mois	▲/an
Utilisations à court terme	1 976	1 580	1 955	23,7%	-1,1%
Utilisations à moyen terme	1 723	1 800	1 834	1,9%	6,4%
Refinancement total	3 699	3 380	3 788	12,1%	2,4%



Masse monétaire

Rebond de la masse monétaire

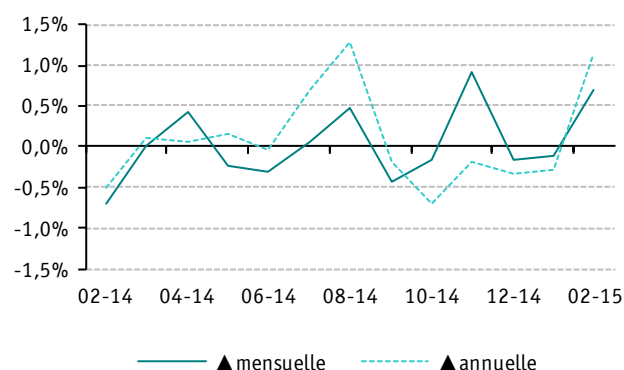
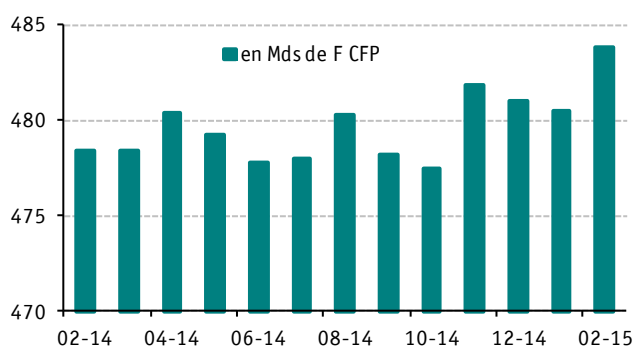
en millions de F CFP	févr-14	janv-15	févr-15	▲/mois	▲/an
Circulation fiduciaire	13 813	12 843	12 879	0,3%	-6,8%
Dépôts à vue	149 185	157 814	158 600	0,5%	6,3%
Comptes sur livrets	100 103	100 195	99 421	-0,8%	-0,7%
Comptes d'épargne logement	405	389	385	-1,0%	-4,9%
Dépôts à terme	117 052	126 820	130 963	3,3%	11,9%
Autres	1 690	1 429	1 419	-0,7%	-16,0%
Total M3	382 248	399 491	403 667	1,0%	5,6%



Concours des banques locales à l'économie

Progression des crédits de trésorerie et d'équipement

en millions de F CFP	févr-14	janv-15	févr-15	▲/mois	▲/an
Crédits de trésorerie	120 029	109 151	111 640	2,3%	-7,0%
Crédits d'équipement	72 909	76 063	77 404	1,8%	6,2%
Crédits à l'habitat	165 548	169 038	169 281	0,1%	2,3%
Autres crédits	61 802	64 316	63 479	-1,3%	2,7%
Créances douteuses brutes	61 509	61 906	62 027	0,2%	0,8%
Total Concours de Caractère Bancaire	478 377	480 474	483 831	0,7%	1,1%



Les indicateurs de référence

	date	m-12	m-1	m	▲/mois	▲/an
Indicateurs macroéconomiques						
Indice des prix à la consommation (base 100 décembre 2007)	févr-15	108,1	108,1	108,2	0,0%	0,1%
Indice de l'emploi salarié dans le secteur marchand (base 100 janvier 2000)	févr-15	113,9	115,1	114,1	-0,9%	0,2%
Commerce extérieur						
Exportations civiles (en M F CFP)	févr-15	1 002	441	1 070	ns	6,8%
Importations civiles (en M F CFP)	févr-15	9 962	11 081	10 364	-6,5%	4,0%
						(source : ISPF)
Entreprises						
Importations de biens d'équipement (M F CFP)	févr-15	1 568	1 479	1 757	18,8%	12,1%
Importations de véhicules utilitaires (M F CFP)	févr-15	79	126	47	ns	ns
Immatriculation de véhicules utilitaires neufs (nb)	mars-15	123	95	65	ns	ns
Personnes morales en interdiction bancaire (nb)	mars-15	488	475	479	0,8%	-1,8%
						(sources : ISPF, IEOM)
Ménages						
Importations de biens de consommation courante (M CFP)	févr-15	1 593	1 889	1 549	-18,0%	-2,8%
Importations de produits alimentaires (M CFP)	févr-15	2 609	2 635	2 298	-12,8%	-11,9%
Immatriculation de véhicules particuliers neufs (nb)	mars-15	269	174	206	18,4%	-23,4%
Personnes physiques en interdiction bancaire	mars-15	2 772	2 767	2 767	0,0%	-0,2%
						(sources : ISPF, IEOM)
Secteurs						
Agriculture						
Exportations de perles brutes (en M F CFP)	févr-15	790	81	592	ns	ns
Exportations de poissons et crustacés (en M F CFP)	févr-15	39	61	86	ns	ns
BTP						
Importations de ciment (en M F CFP)	févr-15	25	47	35	ns	ns
Importations de bois transformé (en M F CFP)	févr-15	169	65	115	ns	ns
Industrie						
Exportations de monoï en vrac et conditionné (en M F CFP)	févr-15	18	18	19	5,4%	2,6%
Exportations d'huile de coprah (en M F CFP)	févr-15	35	8	74	ns	ns
Exportations de noni en purée et en jus (en M F CFP)	févr-15	30	3	56	ns	ns
Tourisme						
Nombre de touristes	déc-14	13 832	14 646	15 169	3,6%	9,7%
Taux d'occupation hôtelière (CPH)	janv-15	50,2%	54,2%	47,4%	-6,8 pts	-2,7 pts
						(sources : ISPF, CPH)
Indicateurs financiers (Encours des banques locales en M F CFP)						
Dépôts						
Ménages						
Dépôts à vue	févr-15	57 627	60 909	62 569	2,7%	8,6%
Comptes sur livret	févr-15	94 053	93 977	93 223	-0,8%	-0,9%
Dépôts à terme	févr-15	67 863	68 677	69 680	1,5%	2,7%
Entreprises						
Dépôts à vue	févr-15	74 041	79 430	78 787	-0,8%	6,4%
Dépôts à terme	févr-15	41 369	49 526	53 003	7,0%	28,1%
Encours bancaires						
Ménages						
Crédits de trésorerie	févr-15	75 152	70 380	69 288	-1,6%	-7,8%
Crédits à l'habitat	févr-15	146 484	150 772	151 003	0,2%	3,1%
Entreprises						
Crédits de trésorerie	févr-15	36 835	32 393	35 974	11,1%	-2,3%
Crédits d'équipement	févr-15	64 387	65 964	67 157	1,8%	4,3%
						(source : IEOM)

4 – Les taux

TAUX DIRECTEURS DE LA BANQUE CENTRALE EUROPÉENNE										
								taux	date d'effet	
taux de la facilité de dépôt								-0,20%	10/09/2014	
taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement								0,05%	10/09/2014	
taux de la facilité de prêt marginal								0,30%	10/09/2014	
TAUX D'INTERVENTION DE L'INSTITUT D'ÉMISSION D'OUTRE-MER										
								taux	date d'effet	
taux de la facilité de dépôt								0,00%		
taux de réescompte des crédits aux entreprises								0,05%	2,80%	
taux de la facilité de prêt marginal								0,30%		
taux de l'escompte de chèques								0,30%		
TAUX D'INTÉRÊT EN FRANCE ET DANS LE MONDE										
taux d'intérêt en fin de mois				taux de base bancaire			taux	date d'effet		
	31/03/2015	27/02/2015	Var. M-1	banques métropolitaines			6,60%	15/10/2001		
EONIA	0,0500%	0,0640%	- 0,014 pt	banques locales						
EURIBOR 1 mois	-0,0150%	-0,0050%	- 0,010 pt	taux d'intérêt légal 2015			taux	JORF		
EURIBOR 3 mois	0,0190%	0,0390%	- 0,020 pt	créances des personnes physiques (hors besoins professionnels)			4,06%	27/12/2014		
EURIBOR 6 mois	0,0870%	0,1100%	- 0,023 pt	autres cas			0,93%			
EURIBOR 12 mois	0,1980%	0,2330%	- 0,035 pt							
taux d'intérêt en moyenne mensuelle										
	mars-15	févr.-15	Var. M-1							
TMO	0,7600%	0,8600%	- 0,100 pt							
TME	0,5600%	0,6600%	- 0,100 pt							
taux des euro-monnaies										
devise	USD			JPY			GBP			
date	31/03/2015	27/02/2015	30/01/2015	31/03/2015	27/02/2015	30/01/2015	31/03/2015	#####	#####	
taux JJ	0,085%	0,150%	0,090%	nd	nd	nd	0,480%	0,520%	0,490%	
3 mois	0,325%	0,430%	0,360%	nd	nd	nd	0,770%	0,650%	0,600%	
10 ans emprunts phares	1,940%	2,020%	1,680%	0,400%	0,340%	0,280%	1,560%	1,770%	1,360%	
TAUX DE L'USURE (seuils applicables au 1er avril 2015)										
Crédits aux particuliers			Seuils de l'usure	Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale				Seuils de l'usure		
Prêts immobiliers				Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament				7,57%		
Prêts à taux fixe			4,49%	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux variable				3,01%		
Prêts à taux variable			4,09%	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux fixe				3,76%		
Prêts-relais			4,73%	Découverts en compte				13,28%		
Autres prêts				Autres prêts d'une durée initiale inférieure ou égale à deux ans				2,87%		
Prêts d'un montant inférieur à 357 995 XPF			20,23%	Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs besoins professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale				Seuils de l'usure		
Prêts d'un montant compris entre 357 995 XPF et 715 990 XPF			14,15%	Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament				7,57%		
Prêts d'un montant supérieur à 715 990 XPF			9,04%	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux variable				3,01%		
				Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux fixe				3,76%		
				Découverts en compte				13,28%		
(1) y compris commission du plus fort découvert										
TAUX DE CHANGE										
Parité XPF/EUR : 1000 XPF = 8,38 EUR										
Dernier cours fin de mois	1 USD/XPF	110,9134	1 NZD/XPF	82,9384	1 HKD/XPF	14,3046	1 GBP/XPF	164,0750		
100 JPY/XPF	1 AUD/XPF	84,3096	1 SGD/XPF	80,7715	100 VUV/XPF	106,6577	1 FJD/XPF	53,9694		